

Brochure n° 3037

Convention collective nationale

IDCC : 1921. – PERSONNEL DES HUISSIERS DE JUSTICE

AVENANT DU 7 NOVEMBRE 2013

À L'ACCORD DU 23 AVRIL 2007 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1450000M

IDCC : 1921

PRÉAMBULE

La chambre nationale des huissiers de justice, la fédération CSFV CFTC, la fédération nationale des personnels des sociétés d'études et prévention CGT, le syndicat national du personnel d'encaissement et assimilés des cabinets d'avocats et activités connexes SPAAC CFE-CGC, la fédération employés et cadres FO, la fédération des services CFDT ont signé le 23 avril 2007 un accord qui a été étendu par arrêté ministériel du 17 juillet 2007 (JO n° 172 du 27 juillet 2007, page 12698).

Les parties au présent accord entendent le réviser comme prévu ci-après.

Article 1^{er}

Les parties conviennent de ne pas appliquer les dispositions du paragraphe 1.4 de l'article 1^{er} de l'accord du 23 avril 2007 pour les cotisations des années 2009 à 2012.

Ces dispositions produiront donc effet au 1^{er} juillet 2013 pour application de la réduction automatique du taux de cotisation, et au 1^{er} juillet de chacun des exercices ultérieurs.

Article 2

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et pourra être révisé en application des dispositions de l'article L. 2261-7 du code du travail. Il pourra être dénoncé en application de l'article L. 2261-9 du code du travail.

Il est expressément convenu entre les parties signataires que le présent avenant est subordonné à son extension, laquelle sera sollicitée du ministre chargé du travail par la chambre nationale des huissiers de justice.

Le présent avenant sera applicable au lendemain du jour de la publication de l'arrêté d'extension, date de son entrée en vigueur.

Le présent avenant sera déposé en deux exemplaires, dont une version sur support papier adressée par lettre recommandée avec avis de réception, et une version sur support électronique auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) d'Ile-de-France.

Un exemplaire sera également déposé au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CNHJ ;

UNHJ.

Syndicats de salariés :

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

SPAAC CFE-CGC ;

FEC FO.